

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 Beauvais

Lille, le 19 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AGCO

41 Avenue Blaise Pascal
BP 60307
60000 BEAUVAIS

Références : IC-R/0253/22-ED/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2022 dans l'établissement AGCO implanté 41 Avenue Blaise Pascal BP 60307 60000 BEAUVAIS. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGCO
- 41 Avenue Blaise Pascal BP 60307 60000 BEAUVAIS
- Code AIOT dans GUN : 0005100912
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AGCO est spécialisée dans la fabrication de tracteurs agricoles. L'activité de l'entreprise consiste au montage en ligne de différentes pièces (cabines, châssis, pneumatiques, moteur, pièces détachées,...) pour la production de tracteurs.

Elle partage l'emprise du site avec la société GIMA. Ces 2 établissements (AGCO et GIMA) résultent de la scission en 1994 de l'entreprise MASSEY FERGUSON qui exploitait l'ensemble des installations du site. La société GIMA fournit à AGCO les ponts et boîtes de vitesse.

Les activités du site AGCO sont aujourd'hui encadrées par arrêté préfectoral du 5 décembre 2006 modifié par arrêtés complémentaires des 6 novembre 2014 et 12 février 2015.

Le site relève de l'autorisation principalement au titre des rubriques 2940 (application des peintures) et 2931 (atelier d'essai des moteurs) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection de 2019
- Action régionale GEREP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 4.1.9	/	Observation
Séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.5	/	Sans objet
Plan de gestion de solvant	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 4.1.8	/	Sans objet
Points de rejet eaux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.2.2	/	Sans objet
Déclaration GEREP / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Observation
Déclaration GEREP / données attendues si seuils dépassés année précédente	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
Déclaration GEREP / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1	/	Observation
Déclaration GEREP / installations d'incinération	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II (*) +art. 10.1 + art. 10.3	/	Sans objet
Déclaration GEREP / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet
Déclaration GEREP / Installations consommant des solvants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 10.1	/	Sans objet
Déclaration GEREP / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
Déclaration GEREP / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
Déclaration GEREP / émissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
Déclaration GEREP / prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 14	/	Observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les informations indiquées dans GEREPE sont exhaustives et sont estimées à partir des données collectées par l'entreprise. Il est cependant à noter que l'exploitant n'a pas su indiquer l'origine des facteurs d'émission utilisés mais qu'il les a mis à jour suite à l'inspection

Une vitesse d'éjection des fumées légèrement inférieures à la vitesse minimale d'éjection a également été constatée sur deux émissaires d'après le dernier rapport de mesure. L'exploitant doit mettre en place des mesures permettant de corriger ce léger écart et réaliser une nouvelle mesure de la vitesse d'éjection des fumées de ces deux cheminées n°27 et n°28 afin de démontrer qu'il atteint les vitesses minimales d'éjection prescrites.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 4.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] Une mesure de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur par l'exploitant par le biais d'organismes extérieurs. Les frais inhérents à ces contrôles sont à la charge de l'exploitant. [...]
Constats : Constats de l'inspection du 11/12/2019 : Lors de l'inspection, il avait été constaté que l'exploitant ne réalisait pas les contrôles périodiques de ses rejets atmosphériques chaque année. Constats de l'inspection du 30/05/2022 : Le rapport de mesure des émissions atmosphériques du 07/03/2022 a été présenté par l'exploitant pendant l'inspection. Ce rapport indique des vitesses d'éjection légèrement inférieures aux vitesses minimales d'éjection concernant la cheminée n°27 (7,16 m/s mesuré pour 8 m/s) et la cheminée 28 (7,4 m/s mesuré pour 8 m/s). L'ensemble des autres paramètres mesurés est conforme aux Valeurs Limites d'Emission (VLE). L'exploitant a indiqué que les vitesses d'éjection pouvaient être variables en fonction des conditions de fonctionnement et a présenté le rapport de mesure du 08/03/2021 qui indiquait que les vitesses d'éjection mesurées étaient supérieures aux vitesses d'éjection minimales.
Observations : L'exploitant indiquera quelles mesures il met en place pour assurer le respect des vitesses minimales d'éjection en toutes circonstances et fera réaliser une nouvelle mesure de la vitesse d'éjection des cheminées 27 et 28 qu'il transmettra à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales souillées sont préalablement traitées avant d'être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Tous les points de rejets disposent d'un séparateur d'hydrocarbure. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
Constats : Constats de l'inspection du 11/12/2019 : Lors de l'inspection, il avait été constaté qu'au niveau du caniveau de la zone « expédition », la présence de 4 points susceptibles de rejeter des eaux pluviales directement dans le ru du Postat sans transiter par un séparateur d'hydrocarbure. L'exploitant avait indiqué par courrier du 18/03/2020 que des travaux de voirie dans la zone de réception étaient programmés en août 2020 afin que les eaux de ruissellement passent par un déshuileur. Constats de l'inspection du 30/05/2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a affirmé que le séparateur d'hydrocarbures avait bien été mis en place mais ne disposait pas des éléments attestant de sa mise en place. Lors de la visite terrain, il n'a pas pu être constaté la présence effective du séparateur car celui-ci était sous une plaque que l'exploitant n'a pas su ouvrir. Par mail du 03/06/2022, l'exploitant a transmis des photographies du séparateur d'hydrocarbures présent sous la plaque. Il a également transmis la facture d'Eurovia du 31/08/2021 concernant la mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion de solvant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 4.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvant
Prescription contrôlée : L'exploitant mettra en place un Plan de Gestion des Solvants (PGS) complet basé sur le modèle décrit par le guide de l'INERIS de décembre 2003 ou tout autre modèle équivalent qui mentionne notamment les rejets canalisés et les rejets diffus ainsi que les entrées et les sorties de solvants de l'ensemble des installations. L'exploitant transmet ce plan au plus tard le 31 décembre de chaque année à l'inspection des installations classées en l'informant des actions qui seront mises en place pour réduire la consommation de solvants.
Constats : Constats de l'inspection du 11/12/2019 : Il avait été constaté que l'exploitant ne transmettait pas son PGS chaque année. Constats de l'inspection du 30/05/2022 : A présent, le PGS est transmis via la déclaration GEREP. Le PGS de l'année 2021 de la société a bien été transmis via la déclaration GEREP réalisée en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de rejet eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2006, article 5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs,...).
Constats : Constats de l'inspection du 11/12/2019 : Lors de la visite terrain, il avait été constaté la présence de deux points de rejet au niveau du rejet EP5. A priori, d'après l'exploitant, l'une des deux tuyauteries avait été condamnée. Il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer que l'une des deux tuyauteries de rejet d'eaux pluviales était condamnée et d'identifier clairement le point de rejet sur le terrain. L'exploitant avait indiqué par courrier du 18/03/2020 qu'une identification des réseaux du point de rejet d'eau pluviale EP5 était programmée fin mars 2020 afin d'identifier le rejet actif et démanteler l'autre. Constats de l'inspection du 30/05/2022 : Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'un unique point de rejet au niveau du panneau indiquant "EP5".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : <ul style="list-style-type: none">- soumis à autorisation-ou soumis à enregistrement
Constats : L'exploitant a réalisé sa déclaration GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : L'exploitant déclare les volumes d'eaux prélevées et les volumes d'eaux rejetées. En ce qui concerne les émissions dans l'eau, l'exploitant déclare les paramètres faisant l'objet d'une autosurveillance : MES, DCO, DBO ₅ , P, azote et hydrocarbures. En ce qui concerne les émissions dans l'air, l'exploitant déclare les émissions de COV liées à l'utilisation de solvant et les émissions de CO ₂ , CH ₄ , NO _x , SO _x , TSP (poussières), N ₂ O de ces installations de combustion.
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant ne réalisait pas de suivi des AOX alors que les articles 5.3.9 et 5.3.10 de son arrêté préfectoral du 05/12/2006 prescrivent un contrôle mensuel de ce paramètre sur les eaux résiduaires. L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait les mesures car il ne l'a pas vu dans son arrêté préfectoral et que le paramètre n'est pas présent dans son cadre GIDAF. L'exploitant a indiqué ajouter ce paramètre pour les prochaines mesures. L'inspection modifiera le cadre GIDAF afin que les résultats de mesures de ce paramètre puissent être enregistrés sous GIDAF chaque mois. Pour information, au vu de la quantité d'eau rejeté en 2021 et de la Valeur Limite d'Emission (23 514 m ³ x 5 g/m ³ = 118 kg/an) le site n'est pas susceptible de rejeter des AOX, hors dysfonctionnement important, dans des quantités supérieures au seuil de la déclaration GERE (1 000 kg).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / données attendues si seuils dépassés année précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Prescription contrôlée : Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.
Constats : L'exploitant a déclaré pour l'année 2021 l'ensemble des paramètres déclarés en 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Prescription contrôlée : Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP. Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions
Constats : L'exploitant déclare les émissions de CO ₂ , CH ₄ , N ₂ O, NO _x , SO _x et TSP à partir de la consommation de gaz naturel du site et de facteurs d'émission. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer l'origine exacte des facteurs d'émissions utilisées, mais il semblerait que ces facteurs proviennent d'une ancienne version de la base de données OMINEA réalisée par le CITEPA. Suite à la demande de l'inspection et à la mise en révision de la déclaration GERE, l'exploitant a mis à jour les facteurs d'émission avec ceux de l'édition 2022 d'OMINEA.
Observations : D'après l'arrêté préfectoral du 05/12/2006, une installation de combustion de plus de 20 MW est présente sur le site. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'une des chaudière indiquée dans l'arrêté préfectoral avait été mise à l'arrêt. Il a également déclaré que l'appareil nommé "installations de peintures" de 12,41 MW était en fait la puissance cumulée de 5 brûleurs installés dans 5 cheminées qui permettent de chauffer l'air des cabines de peinture. L'exploitant a ajouté qu'un porter à connaissance décrivant un projet d'extension suite au rachat d'un ancien site de production de crèmes glacées situé à proximité était en cours de réalisation et devrait être fournie en début d'année 2023. Ce porter à connaissance fera le point sur la situation administrative de l'ensemble du site (site existant + projet d'extension). L'exploitant a déclaré que suite à cette mise à jour, le site devrait être soumis à déclaration au titre de la rubrique 2910.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / installations d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II (*) +art. 10.1 + art. 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions)
Prescription contrôlée : Annexe II - (**)Pour les installations d'incinération de déchets non dangereux et les installations d'incinération de déchets dangereux, le seuil de déclaration des 16 polluants suivants est fixé à 0 : NO _x , SO _x , As, Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, PCDD/F, Hcl, HF, Co, Mn, TI, V. Art. 10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions Art. 10.3 – Informations supplémentaires : le rendement et les quantités de chaleur et d'électricité produites.
Constats : Non concerné
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Installations consommant plus de 30 t/an de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Prescription contrôlée : Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant consomme plus de 30 tonnes de solvants. Il déclare ces émissions par la méthode de calcul "PGS" dans GERE et intègre le document présentant son PGS dans sa déclaration GERE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / Installations consommant des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions de COV)
Prescription contrôlée : Données spécifiques pour les installations : - consommant plus de 30 t/an de solvants - utilisant ou émettant des COV H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351
Constats : L'exploitant consommant plus de 30 tonnes par an de solvants, il complète l'onglet "Solvants / PGS" de sa déclaration GERE dans lequel il décrit les installations concernées et déclare ses émissions de COVNM avec la méthode "PGS". L'exploitant a indiqué ne pas utiliser de solvant à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou halogénées H341 ou H351.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Air (Emissions)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : Les méthodologies d'estimation des émissions atmosphériques des installations de combustion et des émissions liées à la consommation de solvants sont décrites dans les points de contrôles précédents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
Constats : L'exploitant détermine les émissions des différents polluants dans l'eau chaque mois en multipliant les concentrations moyennes mesurées chaque mois par le volume d'eau rejetée chaque mois. Les émissions annuelles sont ensuite déterminées en sommant les émissions estimées mensuellement. Pour faire ses estimations, l'exploitant utilise une fiche de calcul qui a été consultée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE / émissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu d'émissions accidentelles en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration GEREP / prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : L'exploitant prélève de l'eau sur le réseau public et dans un forage. Il déclare sous GEREP un prélèvement de 31 575 m3 dans les eaux souterraines et un prélèvement de 33 674 m3 sur le réseau public. Seules les quantités d'eau prélevées sur le forage sont limitées dans l'arrêté préfectoral du 05/12/2006. Le site est autorisé à un débit maximal de 150 m3/h. Au vu de la quantité d'eau déclarée en 2021 qui correspond à un prélèvement de 211 heures pour un débit de 150 m3/h, la prescription semble respectée.
Observations : L'exploitant indiquera comment il s'assure du respect du débit maximal de 150 m3/h du prélèvement de l'eau de forage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet